



## Déclaration de la FSU

**CDEN du 7 octobre 2015**

M le Préfet, Madame l'Inspectrice d'Académie,

La FSU souhaite aujourd'hui dresser le bilan de la rentrée 2015. Lors du dernier CTSD du 2 septembre, votre analyse, Mme l'Inspectrice était plutôt positive malgré « quelques dysfonctionnement qui étaient prévus ».

En cette rentrée, le SNUipp-FSU est reparti sur les routes à la rencontre des collègues dans toutes les écoles du département. Malheureusement, nous sommes loin d'en sortir avec un sentiment de satisfaction.

Au-delà de ce que nous savions déjà : déficit d'enseignants entraînant une baisse du volume de remplacement, effectifs surchargés par endroits où des ouvertures de classes n'ont pas été effectuées ; nous avons rencontré dans bien des écoles, des situations problématiques engendrant de la souffrance au travail.

Concernant les effectifs d'élèves, ils provoquent de fortes inquiétudes quant à d'éventuelles fermetures de classes. La Convention, qui pourtant aurait dû apaiser les tensions et les inquiétudes, au moins temporairement, attise au contraire le sentiment de mal-être des personnels, d'instabilité, en laissant présager un avenir proche bien sombre. Elle n'aura même pas eu le mérite d'administrer un tranquillisant !

Concernant les rythmes scolaires, nous constatons plusieurs effets très négatifs dus à leur mise en œuvre. A bien des endroits, ils sont source de fatigue chez les élèves et les enseignants. Les élèves passent parfois plus de temps à l'école qu'avant du fait de l'incohérence des horaires au sein de mêmes RPI. Côté enseignants, l'organisation est difficile à mettre en place, entraînant l'accroissement du temps passé en concertation.

Concernant les postes PDMQDC, on s'aperçoit que leur mise en œuvre est difficile et chronophage, créant ainsi des difficultés relationnelles dans les équipes. Le profilage de ces postes reste donc une erreur pour nous, et illustre l'inutilité pour le service de sélectionner

des personnels sur des jugements infondés et inéquitables. De plus, ces postes ne peuvent pallier le manque de personnels responsables de classe en cas de tensions d'effectifs.

Concernant le travail de direction, encore une fois le ministère annonce sans moyen. Beaucoup d'écoles de 1 à 2 classes n'ont pas eu l'aide de rentrée prévue. A cela s'ajoute la question du recrutement des AVS dont on charge les directeurs de gérer les embauches. Comment fait-on pour traiter les questions de directions d'école avec un jour de décharge lorsque plus de 10 candidatures sont à examiner ? Comment fait-on pour refuser un poste à une ancienne mère d'élève ? Ce n'est pas aux directeurs d'école d'assumer cela seul, c'est le travail de l'administration.

Concernant la formation, nous regrettons encore une fois sa réduction à peau de chagrin. Les animations pédagogiques sont non seulement placées le plus souvent le soir après le travail et par-dessus tout avec des déplacements non défrayés. Il en va de même pour le reste, notamment les réunions école / collègue. En cette rentrée se mettent en place de nouveaux programmes maternelle ainsi qu'une nouvelle matière nommée « Enseignement Moral et Civique ». Là également rien, et nos collègues doivent se former par leurs propres moyens.

Concernant les postes fractionnés, certains collègues sont déjà au bord de la rupture. Certains de ces postes ont été modifiés au gré des desiderata de l'administration qui en plus les a laissés se débrouiller sans jamais donner le moindre arbitrage. Ces conditions de travail mettent gravement à mal la vie personnelle et familiale de ces enseignants, notamment par les distances parcourues chaque semaine.

Enfin nous concluons par ce qui est à nos yeux le plus scandaleux. Beaucoup trop de nos collègues nous ont alertés sur l'attitude et l'ingérence de certains maires dans leur travail d'enseignants : PEDT envoyés sans concertation avec les parties prenantes, pressions sur le choix des heures d'APC, opposition à certains projets pédagogiques, baisses arbitraires des budgets, demandes de la présence des enseignants aux heures de TAP pour pallier à d'éventuels problèmes de sécurité, commentaires critiques et déplacés sur l'organisation des classes. C'en est trop.

M le Préfet, Mme l'Inspectrice d'Académie, la FSU vous demande à nouveau solennellement de tout faire pour mettre un terme à ces agissements afin que les enseignants puissent exercer leurs missions en toute sérénité, sans être parasités par des gesticulations inutiles.